



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
28 juin 2019  
Français  
Original : anglais

---

### Comité du programme et de la coordination

#### Cinquante-neuvième session

3-28 juin 2019

Point 7 de l'ordre du jour

#### Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-neuvième session

### Projet de rapport

*Rapporteur* : M. Jun Yamada (Japon)

#### Additif

### Questions relatives au programme : évaluation

[Point 3b)]

#### **Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur le renforcement du rôle de l'évaluation et une meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale**

1. À sa 3<sup>e</sup> séance, le 3 juin 2019, le Comité a examiné le rapport du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) sur le renforcement du rôle de l'évaluation et une meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale ([A/74/67](#) et [A/74/67/Corr.1](#)).
2. La Sous-Secrétaire générale aux services de contrôle interne a présenté le rapport et répondu, avec les représentants du BSCI et du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, posées lors de son examen par le Comité.

#### Débat

3. Plusieurs délégations ont salué le travail d'établissement du rapport fourni par le BSCI et souligné l'importance de ce texte compte tenu de la réforme en cours de l'Organisation des Nations Unies et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. À cet égard, certaines délégations ont prié le Secrétaire général de veiller non seulement à l'exécution des mandats, mais également à l'amélioration de la qualité des travaux, en retirant les enseignements des évaluations réalisées.



4. Une délégation a demandé pourquoi le BSCI, qui avait qualifié de pratique optimale l'application en ligne Unite Evaluation, mise au point par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), n'en avait pas expressément recommandé l'usage aux autres entités du Secrétariat.

5. Une délégation a noté que le paragraphe 15 du rapport faisait état d'entités dépourvues d'évaluations malgré les crédits réservés à cette fin, insistant particulièrement sur le cas de l'Office des Nations Unies à Nairobi, l'Office des Nations Unies à Vienne et le Bureau des affaires de désarmement.

6. Une délégation, remarquant que, d'après la figure XI faisant état de l'utilisation des évaluations, 57 % d'entre elles étaient établies à l'intention des donateurs, contre 53 % à l'intention des organes intergouvernementaux, s'est interrogée sur la raison de cette différence, puisque les délégations se seraient attendues à ce que les rapports s'adressent au premier chef aux organes intergouvernementaux, et non aux donateurs. Des précisions ont également été demandées sur la différence entre la méthode d'évaluation employée pour les entités financées principalement par le budget ordinaire et celles financées principalement par des fonds extrabudgétaires.

7. Une délégation s'est félicitée de la manière dont le BSCI avait tenu compte des droits de l'homme et de l'égalité des genres et s'est félicitée du fait que le rapport mette en avant plusieurs entités qui s'étaient particulièrement distinguées dans ce domaine, même si l'on a reconnu qu'il fallait en faire davantage. Une délégation a noté que, d'après le rapport, de nombreuses évaluations avaient insuffisamment pris en compte les droits de l'homme et l'égalité des genres, entre autres insuffisances notables des services d'évaluation du Secrétariat. Elle s'est déclarée prête à travailler de manière constructive sur cette question dans l'espoir d'accroître le nombre d'évaluations et la qualité de l'exécution du mandat. Des éclaircissements ont été demandés au sujet de la première recommandation [par. 55 b)], qui concernait l'amélioration de la qualité des rapports d'évaluation portant sur les questions liées au genre et aux droits de l'homme, portée par des orientations et des activités de formation adaptées, et plus particulièrement au sujet d'une éventuelle prise en compte des questions liées au développement, ce qui assurerait un équilibre entre les trois piliers de l'Organisation des Nations Unies.

8. La délégation a demandé des éclaircissements sur l'opinion de certaines entités, exprimée aux paragraphes 25 et 46 du rapport, selon laquelle les audits et les enquêtes suffisaient à combler leurs besoins en matière d'évaluation et les évaluations faisaient double emploi avec le contrôle de supervision auquel elles étaient soumises dans le cadre des audits. La délégation a demandé si le BSCI souscrivait à cette idée, étant donnée la différence entre les enquêtes et les audits, d'une part, et les évaluations, de l'autre.

9. Des éclaircissements ont été demandés sur le rôle et les fonctions de la nouvelle Section de l'évaluation du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité depuis sa mise en fonctionnement, en particulier en ce qui concerne l'orientation, la formation et la coordination générale des activités d'évaluation.

10. Des éclaircissements ont été demandés au sujet d'une suggestion faite par l'ONUDC dans les observations de l'administration concernant une éventuelle amélioration de la méthode d'examen des rapports d'évaluation, et l'on s'est demandé si le BSCI aurait pu procéder autrement.

11. En ce qui concerne le plan de travail du BSCI, et sans méconnaître l'importance de toutes les autres évaluations, une délégation a exprimé un intérêt particulier pour l'examen triennal de la Commission économique pour l'Europe, l'évaluation thématique concernant la coordination à l'échelle du système des Nations Unies et l'appui à la réalisation des objectifs de développement durable et l'évaluation du

système des coordonnateurs résidents, cette dernière devant renseigner le Comité sur l'efficacité de la réorganisation du système.

12. Une délégation a indiqué qu'elle ne s'opposait dans l'ensemble pas à ce que le Comité examine tous les ans les évaluations du BSCI, comme celui-ci le proposait (par. 60 à 61), en sachant qu'il fallait tenir compte du processus budgétaire annuel, équilibrer la charge de travail du Comité et faire en sorte que celui-ci puisse s'acquitter efficacement de son mandat. Plus précisément, s'agissant du paragraphe 64 du rapport relatif au plan d'évaluation du BSCI, que le Comité pourrait examiner à ses prochaines sessions, une délégation a demandé si le Bureau pourrait par exemple ne procéder qu'à trois évaluations par an parmi celles énumérées, en fonction des choix du Comité. La délégation a en outre demandé s'il procéderait comme prévu aux autres examens, évaluations thématiques et inspections.

13. Des éclaircissements ont été demandés sur ce que l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes entendait, dans les observations de l'administration, par « être informés des incidences de la proposition adressée au Comité du programme et de la coordination en ce qui concerne les demandes d'évaluation ». Une délégation a estimé que le fait d'inspecter les entités pour évaluer leurs services d'évaluation était un bon moyen de déterminer l'efficacité et la pertinence des services concernés.

14. Une délégation a pris note de la recommandation 3 formulée dans le rapport concernant les évaluations conjointes dans divers domaines transversaux de la contribution à la réalisation des objectifs de développement durable (par. 57) et a souhaité recevoir des informations sur l'application de cette recommandation étroitement liée à réalisation du Programme 2030, qui mettait en jeu des difficultés structurelles et des questions d'interdisciplinarité. Une délégation a en outre souligné que les résultats des évaluations devraient servir à améliorer le contenu des programmes du Secrétariat.

---